



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 50 Avril 2014

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

Edito

L'Afrique des États

Algérie :

une élection de transition

Le continent africain :

éléments d'actualité

France-Tunisie :

Visite en France du Premier Ministre tunisien

Guerre civile

au Soudan du Sud

Livres

Télégrammes

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain

www.lescahiersdelafrique.fr



Algérie : une élection de transition

Le Président Abdelaziz Bouteflika a été réélu le 17 avril 2014 avec 81,5 % des suffrages. Son principal rival Ali Benflis en obtient 12 %, et les trois autres candidats figurent en témoignage. La participation au vote, inférieure à celle de 2009, est proche de 52 %. Les protestations du perdant sur l'organisation du vote et les accusations de fraude massive n'ont pas eu grand effet. La presse occidentale qui avait critiqué la candidature du Président sortant à un quatrième mandat, en dénonçant le conservatisme politique du système et avec quelque inélégance l'âge du candidat, est rapidement passée à autre chose.

Abdelaziz Bouteflika n'a probablement été candidat malgré son état de santé que parce que les cercles du pouvoir historiquement héritiers du combat pour l'indépendance de l'Algérie, n'avaient pas pu ou pas su se mettre d'accord pour proposer un successeur : ils se sont donné le temps de voir venir, avec et autour de celui qui a été et reste une figure historique de l'Algérie moderne. L'élection présidentielle du 17 avril apparaît ainsi comme une élection de transition. □

É
D
I
T
O

L'Afrique des États

La nécessité d'une compréhension globale du continent africain et des îles qui s'y rattachent est inscrite dans la nature des choses comme dans le mouvement de l'Histoire. La nécessité d'une approche par régions l'est tout autant. Celle d'une approche par pays s'impose encore plus.

Aller vers l'Afrique, c'est aller vers : 55 pays ayant chacun sa personnalité, son histoire et ses perspectives ; cinq grandes régions fondées d'abord sur la géographie - Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique Centrale, Afrique Australe - et qui se sont dotées d'institutions diverses pour avancer vers des coopérations politiques, économiques

et culturelles, et des réglementations communes ; un continent qui s'est donné une organisation, l'Union Africaine, dont l'ambition unitaire est forte, mais qui en est encore aux premiers pas de la concertation politique entre les États pour des coordination internes au continent, et qui s'efforce d'affirmer l'Afrique en tant que telle dans le monde.

Le Fond Monétaire International et la Banque mondiale s'intéressent d'autant plus aux approches globales - continentale ou par régions - qu'ils poussent à l'intégration. L'Union Européenne va dans le même sens. Les Agences des Nations Unies, par définition universelles, agissent autant que possible sans s'arrêter aux frontières, auxquelles ne s'arrêtent d'ailleurs ni les maux qui frappent les pays ni les espérances qui portent les peuples.

Mais pour l'essentiel c'est dans les États que demeure, pays par pays, le pouvoir de traiter et de décider.

MORT D'UN OTAGE AU MALI

Gilberto Rodrigues Réal, otage français enlevé à Diéma dans le sud-ouest du Mali près de la frontière mauritanienne en novembre 2012, est mort en détention : c'est ce qu'a annoncé le 22 avril 2014 le groupe djihadiste MUJAO.

vembre 2012, est mort en détention : c'est ce qu'a annoncé le 22 avril 2014 le groupe djihadiste MUJAO.

Le continent africain : éléments d'actualité

Les grandes poussées continentales se poursuivent : explosion démographique, croissance économique forte avec des exceptions notables liées aux crises politiques ou à des situations particulières, développement des relations extérieures de plus en plus ouvertes sur l'ensemble du monde, conflits armés de dimensions et de formes diverses et dont certains entraînent des interventions militaires extérieures, et dans ce contexte, difficultés logiques de gouvernance.

L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE

Elle se poursuit et annonce déjà que l'Afrique qui compte déjà aujourd'hui plus d'un milliard d'habitants sur les six milliards ac-

tuels de la planète, portera dans 50 ans avec près de deux milliards et demi d'habitants, le tiers de l'humanité. Elle fait évoluer le poids spécifique de plusieurs pays sur le continent. C'est ainsi que le Nigéria désormais peuplé de près de 180 millions d'habitants devient en volume la première puissance économique africaine et passe devant l'Afrique du Sud, certes plus avancée dans le développement par tête d'habitant, mais presque trois fois moins peuplée. On prévoit d'ailleurs que le Nigéria sera en 2050 un des géants du monde, avec plus de quatre cent millions d'habitants. La démographie augmente aussi visiblement le poids politique à venir de l'Égypte, du Congo Kinshasa et de l'Éthiopie. La poussée démographique mise en face



du chômage entraîne une multiplication des vocations à l'émigration, soit vers certains pays d'Afrique, soit vers le reste du monde et en particulier vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

(suite page 2)

Le continent africain : éléments d'actualité (suite)

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La croissance économique en Afrique est l'une des plus élevées au monde, couramment autour de 5 % et plus, sauf dans les pays en conflit. Et avec une exception particulière constitué par le ralentissement de la croissance de l'Afrique du Sud - autour de 3% -, qui après être allée très vite et plus loin que les autres, se trouve en difficulté pour passer au palier supérieur de son développement.

La croissance économique forte, signalée dans la plupart des pays, s'explique par les capacités d'adaptation propres à chacun (services et nouvelles technologies comprises), par les ressources naturelles du sol et du sous-sol et par les investissements publics et privés en provenance de l'extérieur et notamment de certains grands partenaires, par le développement du commerce, ainsi que par l'action des institutions financières mondiales ou régionales.

Les perspectives à venir sont de plus en plus évoquées positivement dans les milieux financiers et industriels internationaux, où beaucoup prédisent entre autres, que l'Afrique pourrait devenir à son tour un des grands ateliers du monde.

CRISES POLITIQUES ET CONFLITS ARMÉS

Crisis politiques et conflits armés, après avoir alimenté l'afro-pessimisme, en occident notamment, n'empêchent plus les partenaires extérieurs, occidentaux compris, de prendre conscience de l'avenir de l'Afrique.



Les difficultés sont désormais davantage considérées comme touchant plus certains pays que le continent tout entier, et susceptibles en outre d'être surmontées dans le temps. C'est dans cette dernière catégorie des pays à crises passagères, que l'on classe la Libye et l'Égypte, où il faut certes se montrer prudent pour le moment, mais en qui l'on voit dans la durée des partenaires d'avenir.

Le Congo Kinshasa, malgré les guerres sans fin qui le touchent à l'Est, intéresse toujours autant le monde, par les richesses de son sous-sol et les potentialités de son peuple.

INTERVENTIONS MILITAIRES EXTÉRIEURES

Les troubles graves et plus encore les conflits armés, certains engageant des forces militaires constituées, d'autres se présentant plutôt comme des cycles d'actions rebelles sporadiques et de contre réactions gouvernementales, entraînent ou non, selon les cas, des interventions militaires extérieures. Les situations aujourd'hui

sont donc très différentes.

Les interventions extérieures se produisent généralement à la demande des gouvernements compé

dans l'Est du Congo Kinshasa, quelques interventions africaines un temps efficaces avant de se défaire comme celle de l'Éthiopie en Somalie ou celle des troupes africaines en Centrafrique.

Les interventions extérieures les plus visibles aujourd'hui sont celles de la France : opération Serval au Mali contre les djihadistes, qui a commencé le 12 janvier 2013 et se poursuit ; opération Sangaris en Centrafrique afin de sécuriser Bangui puis de mettre un terme à la guerre civile qui se développait dans ce pays ; et aujourd'hui, opération sur le Sahel (l'appellation n'est pas encore connue), pour laquelle Paris vient



Opération Serval au Mali contre les djihadistes

Opération Sangaris en Centrafrique pour sécuriser Bangui



tents sur le territoire où ont lieu les violences que l'on veut maîtriser. Cela étant, l'intervention franco-britannique devenue intervention de l'OTAN en Libye, s'est faite contre le gouvernement, sur invocation par les intervenants du « devoir de protéger » les populations dans les conditions que l'on sait. Les grandes interventions des années précédentes sont celle de l'armée des États-Unis en Somalie, qui s'est terminée par un désastre conjoint pour l'armée américaine et le peuple somalien, l'intervention des Nations Unies

d'annoncer la mise en place d'un dispositif élargi à l'ensemble du Sahel : trois mille militaires français y veilleraient à prévenir et réprimer les incursions djihadistes et les trafics d'armes et autres qui les accompagnent.

Enfin, l'Organisation des Nations Unies a décidé mi-avril d'organiser directement en Centrafrique une grande opération de maintien de la paix, qui permettrait d'envoyer en Centrafrique, 12.000 hommes dont 10.000 militaires et 2.000 policiers. □



Visite en France du Premier Ministre tunisien

Mehdi Jomaa, premier ministre de Tunisie a effectué une visite officielle en France les 28 et 29 avril 2014. Il y a rencontré le Président François Hollande, le Premier Ministre Manuel Valls et le Ministre des affaires étrangères et du développement international Laurent Fabius. Il a d'autre part participé à une rencontre entre hommes d'affaires tunisiens et français.

La problématique politique et économique en Tunisie

Nommé en Janvier 2014 Premier Ministre, à la tête d'un gouvernement de technocrates, M. Jomaa a pour mission de conduire le pays aux élections législatives et présidentielles souhaitées pour la fin de cette année, de rétablir les finances publiques, et de relancer l'économie du pays perturbée ces dernières années par les conflits politiques. C'est ainsi que le tourisme, particulièrement important pour la Tunisie, n'a pas retrouvé son volume antérieur et que de nombreux établissements hôteliers ou de commerce sont à la peine. Les investisseurs étrangers hésitent encore à se réengager non seulement dans ce secteur mais aussi dans les autres domaines. Il est donc urgent de rétablir la confiance en l'avenir de la Tunisie et de provoquer des initiatives dans le pays et chez les partenaires étrangers.

Une visite aussi naturelle qu'utile pour la France et la Tunisie

La visite à Paris s'inscrit dans la logique des relations avec la France, premier partenaire commercial et premier investisseur étranger, proche par la géographie, l'histoire, la langue française et la culture. M. Mehdi Jomaa peut faire état des progrès constants du climat poli-



tique en Tunisie : la loi électorale pour les prochaines législatives vient d'être adoptée, et prévoit un scrutin à un tour, à la proportionnelle par circonscriptions, sur des listes respectant obligatoirement la parité hommes femmes ; la loi fixant les modalités de l'élection présidentielle au suffrage universel à deux tours, vient d'être votée en même temps. M. Jomaa peut d'autre part donner toutes assurances sur la volonté des Tunisiens d'accueillir dans les meilleures conditions les investisseurs étrangers en général et français en particulier.

Les entretiens politiques et les contacts entre les milieux d'affaires devraient avoir des suites concrètes. Le Président François Hollande, lors de la conférence de presse donnée à l'Élysée avec M. Mehdi Jomaa, a annoncé leur intention commune d'organiser « une conférence des amis de la Tunisie, qui aurait pour thème : investir en Tunisie. » Elle se tiendrait à Paris dès septembre 2014. □

Guerre civile au Soudan du Sud

Tombée en guerre civile à la mi décembre 2013, soit à peine deux ans après son indépendance obtenue en 2011, la République du Soudan du Sud est en grand malheur. Les combats étendus à de grandes parties du territoire font de nombreuses victimes dans l'armée et chez les rebelles, comme dans les populations. Les partenaires du Soudan du Sud et en particulier le plus puissant d'entre eux, les États-Unis, ont multiplié démarches et pressions pour la paix. Un accord de cessez-le-feu vient d'être signé. Mais la suite est incertaine.

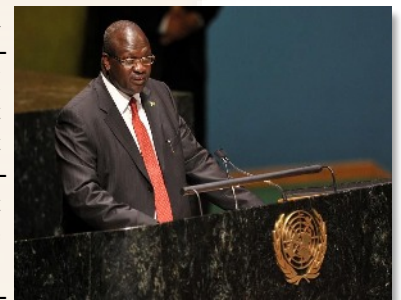
Le tout nouvel État du Soudan du Sud avait pourtant été installé sous les meilleurs auspices. Il y avait certes beaucoup à faire pour organiser et réussir le nécessaire développement économique et social. Mais le fond était là : une population de 11 millions d'habitants, un territoire de 644.000 km², un sol capable de porter agriculture et élevage, des ressources hydrauliques conséquentes, et surtout des réserves pétrolières importantes et dont une partie était déjà en exploitation.



Le Président Salva KII

Mais alors que la lutte pour l'indépendance des chrétiens et animistes du Sud contre la majorité arabo musulmane du nord, avait rapproché les ethnies et tribus traditionnellement antagonistes, la situation nouvelle a permis que reviennent les conflits anciens, notamment entre les deux principales d'entre elles : les Dinkas et les Nuers. L'appétit

pour les richesses du pétrole a fonctionné comme un détonateur. Le Président Salva KII (Dinka) et le Vice-Président Riek Machar qui travaillaient ensemble, sont entrés en conflit personnel et de pouvoir, et le Vice-Président a pris la tête d'une rébellion armée. Les combats entre celle-ci et l'armée régulière se sont développés dans la confusion, sans ligne de front véritable, sans unité de commandement sur le terrain de part et d'autre, sans règles, sans distinction entre les adversaires en armes et les populations, et sans limites à la violence.



Le Vice-Président Riek Machar

L'injonction américaine

Voyant cela et constatant que les tentatives de médiations africaines n'aboutissaient pas, le Secrétaire d'État américain John Kerry s'est rendu le 2 mai à Juba, capitale du Sud Soudan, afin d'exiger du Président Salva KII l'ouverture immédiate de négociations pour un cessez-le-feu. La même exigence a été communiquée au chef de la rébellion Riek Machar. Les deux leaders entendant l'injonction américaine, se sont rencontrés à Addis Abeba, et y ont signé le 9 mai un accord de cessez-le-feu. La question est maintenant de savoir comment ils vont pouvoir obtenir de leurs partisans son application sur le terrain. □



La Dialectique de la double identité

Reconstruction de la subjectivité du sujet interculturel
Afarine Eshtiagh
Perspectives transculturelles
Immigration, Interculturel Philosophie
Editions L'Harmattan

Le problème de la double identité affecte tous ceux qui vivent dans une société multiculturelle et doivent parvenir à s'adapter à des contextes où le respect des valeurs, des droits et des devoirs associés aux cultures liées à ces contextes, est exigé d'eux. Comment dans un contexte d'incompatibilités culturelles et de différence,

en l'occurrence celui de la double identité, l'individu peut-il se réaliser et réussir son processus d'autodétermination ?
ISBN : 978-2-343-00498-3 • mai 2014 • 204 pages - Prix éditeur : 19,95 €

Développement local en Afrique Subsaharienne

Une compréhension à travers des études de cas
Rachid Bagaoui, Moustapha Soumahoro
Sous la direction de Études africaines
Développement, Tiers-Monde Afrique Noire.
Editions L'Harmattan

Que signifie le développement local dans le contexte africain ? Doit-il être une simple adaptation aux transformations actuelles dans

le monde ou doit-il être porteur d'un germe de « spécificité » africaine ?

A partir d'études de cas, les auteurs jettent des regards croisés sur les enjeux et perspectives des différentes formes de développement à l'échelle locale, tant en milieu urbain que rural.

ISBN : 978-2-336-30305-5 • mai 2014 • 268 pages
Prix éditeur : 26,60 €



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Gabon/France

• 8-9 avril 2014 : Visite à Paris du Président Ali Bongo Ondimba. Entretien avec le Président François Hollande.

Centrafrique/ONU

• 10 avril 2014 : Vote d'une résolution de l'Organisation des Nations Unies autorisant une opération de maintien de la paix en Centrafrique. 12.000 hommes - soit 10.000 militaires et 2.000 policiers - devraient être envoyés par les Nations Unies en Centrafrique, à compter de septembre 2014.

Nigéria

• 14 avril 2014 : Les rebelles de Boko Haram enlèvent 200 jeunes filles dans un lycée à Chibok au Nord-Est du Nigéria, pour les soustraire à l'influence de l'éducation à l'occidentale.

Sud-Soudan

• 15-16 avril 2014 : Les rebelles massacrent des centaines de civils en prenant la ville de Bientiu à l'extrême nord du Sud-Soudan.

Algérie

• 17 avril 2014 : Le Président sortant Abdelaziz Bouteflika est réélu à une très forte majorité.

Egypte

• 26 avril 2014 : Un tribunal égyptien confirme la peine pour 37 des 529 Frères Musulmans ou supposés tels condamnés à mort en première instance le 24 mars. Il condamne en outre à mort 700 autres partisans de l'ex-Président Morsi.

Tunisie/France

• 28-29 avril 2014 : Visite officielle à Paris de M. Mehdi Jomaa, Premier Ministre tunisien.

Sud-Soudan/États-Unis

• 2 mai 2014 : Visite impromptue à Juba, du Secrétaire d'État américain John Kerry, qui veut organiser une rencontre entre le Président Salva Kiir et le Chef rebelle Riek Machar.



New York Forum Africa

Transformation of a continent

Libreville, Gabon

du 23 au 25 mai 2014

www.ny-forum-africa.com



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.